agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AMERIQUE/VENEZUELA - Pour l'Evêque de Ciudad Guayana, « la situation du pays ne dépend pas seulement d'un problème politique »

Ciudad Guayana (Agence Fides) – « Selon moi, la situation du pays ne dépend pas seulement d'un problème politique mais d'autres éléments qui ont des racines profondes dans la société comme la famille par exemple. Chaque jour, elle se désintègre un peu plus et, dans les familles où règne la violence, les enfants apprennent à être violents. Lorsqu'ils grandissent, ils continuent à être violents. Une famille au sein de laquelle les parents sont absents commence à s'effriter, de même que la société. Il existe une profonde crise de la famille et de la foi. Ce qui doit nous unir est la foi en tant que famille, parce que nous sommes enfants de Dieu. Ainsi, nous ne devons pas agresser l'autre ou le haïr parce que nous pensons différemment mais nous devons nous respecter réciproquement » : telles sont les paroles de l'Evêque de Ciudad Guayana, S.Exc. Mgr Mariano José Parra Sandoval, reportées dans une note envoyée à l'Agence Fides.
Mgr Parra Sandoval, dans un entretien accordé à la presse locale à l'occasion de la Semaine Sainte, a été invité à s'exprimer également sur le dialogue comme solution pour résoudre la grave situation dans la quelle se trouve le pays. L'Evêque a souligné qu'il existe des conditions : « Je ne peux pas m'asseoir et parler avec quelqu'un qui m'insulte. Il faut fixer des conditions au gouvernement comme le fait de punir la violence des deux côtés parce que, lorsque je vois que l'opposition se retrouve en prison et qu'il n'en est pas de même pour les partisans violents du gouvernement, qui utilisent les bandes armées pour combattre la partie adverse alors je ne crois pas qu'il y aura la paix. Bien davantage, la paix n'est pas possible lorsqu'une partie est punie et que l'autre fait ce qu'elle veut et je le dis non pas par ouï-dire mais parce que je l'ai vu ».
Bien que désormais le dialogue de paix ait commencé, les groupes de l'opposition attendent des gestes concrets exprimant la disponibilité du gouvernement à apporter une solution aux requêtes fondamentales de la population.
(CE) (Agence Fides 16/04/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it